

Bruxelles, le 18 avril 2002

CONV 36/02**CONTRIB 18**

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: Contribution présentée par M. Alain Lamassoure, membre de la Convention

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de M. Alain Lamassoure, membre de la Convention.

CONV 36/02

CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DE LA CONVENTION

Objet: Consultation des citoyens.

I - Au moment où va se terminer la première phase des travaux de la Convention, **il est crucial de préciser le dispositif ultérieur d'information et de consultation des citoyens.**

En effet, il se confirme que, quels que soient leurs mérites, les "eurobaromètres", le forum et les contacts Internet seront loin de suffire au besoin de la Convention de s'appuyer sur l'opinion publique de manière crédible, comme au besoin d'expression d'un nombre croissant d'organisations et de personnes.

Un moyen simple de toucher le public le plus large consiste à **adresser un petit questionnaire à tous les citoyens**, en invitant tous ceux qui sont intéressés à répondre.

Déjà évoquée devant le Présidium, cette suggestion a suscité un certain intérêt, ainsi que quelques interrogations, auxquelles il faut naturellement répondre.

1. Ordonner le débat autour de questions précises, appelant des réponses "fermées", est le seul moyen de pouvoir exploiter les avis des personnes concernées. A contrario, le déluge de contributions attendues sur Internet sera inexploitable.

2. L'opération matérielle peut être très simple et très peu coûteuse.

Il est évidemment hors de question d'écrire nominativement aux destinataires. Il suffirait de faire déposer le document dans toutes les boîtes aux lettres: c'est ce que font tous les partis au moment des élections nationales. La Convention pourrait proposer à chaque gouvernement de s'en charger, et les mouvements de jeunes européens fourniront sans difficulté la main d'œuvre nécessaire pour le dépouillement.

3. Avantage supplémentaire: la Convention peut inciter toutes les organisations intéressées (partis, syndicats, ONG, Mouvement Européen etc.) à **organiser des débats locaux** autour du questionnaire.

Naturellement, ce sera l'occasion pour les conventionnels de participer eux-mêmes, et de mettre leur propre action en valeur chez eux. Si ces débats se concentrent dans une même période (15 jours ou un mois), on peut y intéresser les médias ("La Convention lance le grand débat sur l'Europe" ou, selon la date, "la moisson de l'Europe", les "vendanges de l'Europe" etc.).

4. L'opération comporte le risque d'un faible taux de réponse. Mais si des débats sont organisés, si l'opération médiatique marche, on peut au contraire susciter une émulation, à la fois entre les Etats membres, et entre les familles politiques différentes. Et, au pire, **à moins de 1% de réponses, on aurait encore 2 millions de participants - infiniment plus que tous les sondages.**

II - Si le principe en était retenu, il serait souhaitable que le Présidium mette en place **deux groupes de travail.**

- le premier associerait les partenaires concernés par l'organisation matérielle de l'opération.

- le second mettrait au point le questionnaire. Une dizaine ou une quinzaine de questions de base, compréhensibles par tous, éclairées, chacune, par trois lignes d'explication. Plusieurs collègues, qui ont déjà expérimenté la formule dans leur pays, seront heureux de participer au projet, dont la rédaction finale devrait naturellement être soumise à la Convention elle-même.